

Contribution Jean-Claude Valence 26/02/2019

Je me rappelle avoir adhéré sans réserve et immédiatement au projet de Citoyenneté Active, en mars 2015, projet que je considérai comme un appel à la résistance aux attaques terroristes et, plus généralement, à tous mouvements destinés à affaiblir la démocratie. Je suis aujourd'hui dans le même état d'esprit, d'autant plus que la situation sociale française ne s'améliore pas.

Je ne suis pas capable de donner en quelques lignes mon avis sur la situation actuelle. Je peux dire quand même, que, comme beaucoup j'imagine, j'ai été surpris par la forme et la ténacité de la mouvance des ronds-points et des rassemblements urbains, laquelle, quoi qu'on en pense, exprime de façon indubitable l'état de fragilité des fondements démocratiques de la République. : la perte de confiance dans les élus représentants de la nation ainsi que des élites de toutes sortes est d'autant plus inquiétante qu'elle contient la menace de l'autoritarisme.

J'ai lu avec attention les « contributions » et me retrouve bien dans les avis de celles et de ceux qui estiment que ce que fait C.A.L. est ce que nous pouvons entreprendre de plus efficient : organiser, à chaque endroit où la demande émerge, des débats afin que les personnes qui y prennent part, jeunes ou moins jeunes, soient accompagnées et reconnues dans leur volonté de développer leur citoyenneté, c'est-à-dire de repenser l'ordre démocratique et la place qu'il y occupent.

Je peux également dire que le « grand débat » institutionnalisé par les pouvoirs publics — s'il est vraiment judicieux — l'est surtout, à mon avis, pour lui-même plutôt que pour les effets institutionnels attendus. Nous avons nous-mêmes ouvert un débat interne, qu'il faut poursuivre ; je pense en particulier aux journées thématiques et aux ateliers, qu'il est sans doute impératif de (re)développer.

Jean-Claude Valence, février 2019